

Education

# Total E&P Congo renforce sa contribution à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves de Djéno

Dans le cadre de sa politique sociétale qui vise, entre autres, à entretenir des relations constructives de transparence avec les communautés riveraines de ses installations, Total E&P Congo a fait un don de trois cents tables-bancs et de matériel pédagogique à l'école primaire de Djéno, à quelques kilomètres de Pointe-Noire. La cérémonie de remise s'est déroulée, le 11 octobre 2013, sous le patronage de Michel Mountou, administrateur-maire de Ngoyo: celui-ci a reçu, symboliquement, ce don des mains de Gastar Ondongo-Tsimba, Chef de Division Développement Durable, avant de le transmettre à Hirma Ngamba, Directrice de l'établissement.

De plus, la Communauté de Djéno a pu réceptionner les travaux de réfection du mur de clôture de l'école, de pose des ouvertures et de peinture des salles de classes. Ces réalisations ont été menées par Total E&P Congo, avec ses partenaires, contracteurs au Terminal de Djéno: TISSOT, LASSARAT et BTDC. Chants, danses, cris de joie... Les douze enseignants et quelque quatre cents élèves de l'école primaire de Djéno, ainsi que les parents d'élèves étaient en fête. Une ambiance à la mesure de la donation que cet établissement venait de recevoir de Total E&P Congo. Le don, constitué de plus de trois

cents tables-bancs, des règles, des équerres, des rapporteurs, des dictionnaires Larousse (édition récente) et



Photo de famille, à la fin de la cérémonie.



Le problème de tables-bancs ne va plus se poser.

des livres scolaires, fait suite aux travaux de réfection exécutés sur l'ensemble des installations de l'établissement. «Je n'aurai plus de problème de place. Nous ne serons plus cinq à nous asseoir sur une même table-banc. Il y aura maintenant deux élèves par table-banc. Les tracasseries sont finies et je suis sûr de décrocher le C.e.p.e et le concours sans problèmes», exultait de joie, Fridelin Makosso, élève au CM2. Une joie partagée par quelques parents d'élèves venus assister à cette cérémonie de remise de don.

«Je vais bien dormir aujourd'hui, parce que mon enfant étudiera bien.», a indiqué Joséphine Lelo, parente d'élève. Jadis, cette école faisait face à plusieurs problèmes, comme l'insuffisance de tables-bancs, le manque de matériel et la vétusté des bâtiments. Une situation susceptible d'impacter négativement le rendement des enseignants et des apprenants. «J'avais pitié des enfants, en les voyant collés les uns contre les autres dans une même table-banc. C'était vraiment difficile pour eux et

même pour nous», se souvient Hirmine Kombila-Milendzi, maîtresse du CE2. Pour la direction de l'école de Djéno, le présent de Total E&P Congo et ses partenaires est un acquis que l'école est tenue de conserver minutieusement. «Cet apport va améliorer les conditions de l'acte pédagogique et va accroître le rendement dans notre école. Soyez rassurés que la communauté éducative de Djéno veillera à la sauvegarde de ces instruments», a promis Hirma Ngamba, directrice de l'école dans son mot de bienvenue. Visiblement satisfait, l'administrateur-maire de Ngoyo, Michel Mountou, a exprimé sa profonde gratitude à Total E&P Congo et ses partenaires. Les-quel ont réfectionné tous les bâtiments de l'école et sont en train de sécuriser l'école par la construction d'un mur de clôture de plus de deux mètres de hauteur. Rappelons que ces travaux et ce don ont été réalisés dans le cadre des actions issues du dialogue qui existe entre la communauté de Djéno et Total E&P Congo.

John NDIINGA-NGOMA

## Première édition du «Challenge entrepreneurial du bassin du Congo» à Brazzaville

# Quels services aux grandes entreprises des secteurs extractifs et du B.t.p?

Projets pétroliers et miniers, chantiers de construction d'infrastructures économiques de base et de bâtiments... les grands projets, en cours de réalisation et à venir, ne manquent pas au Congo. De quoi créer un vaste marché de sous-traitance pour les P.m.e et P.m.i congolaises? Pas si simple.

### Des chantiers tous azimuts

Outre le secteur pétrolier, où les activités d'exploration vont bon train, comme en témoigne le projet Moho-Nord, développé en mer profonde par la compagnie Total E&P Congo, et qui représente, à lui seul, quelque dix milliards de dollars, la filière mines est également en plein boom. Cinq projets portant sur le fer sont, en effet, en phase de développement avancé: deux dans le Niari (Mayoko Lékomou et Mayoko-Moussondji), un dans la Lékomou (Zanaga) et deux dans la Sangha au Nord du pays. La filière potasse n'est pas en reste, avec deux projets (Sintoukoka Potash et Mengo) dans le département du Kouilou. Lancés il y a une dizaine d'années, les chantiers routiers, aéroportuaires et portuaires, voire ferroviaire, de déploiement de la fibre optique, de construction de centrales électriques, d'usines de traitement d'eau, de bâtiments publics, d'immeubles de bureaux et de logements ne sont pas prêts d'être achevés, le pays étant en pleine construction.

### Un besoin important de sous-traitance

La plupart de ces projets sont

menés par des grandes entreprises, filiales de multinationales ou sociétés à capitaux étrangers, qui ne peuvent cumuler tous les métiers. D'où un important besoin en sous-traitance (fourniture de services et de produits), en particulier «de deuxième et de troisième niveaux», précise Serge Bouti-Viaudo, le directeur de cabinet du Ministre des hydrocarbures.

Toutefois, rien n'interdit aux P.m.e de miser aussi sur le premier niveau, à l'instar de «Angola integrated services» (A.i.s), une P.m.e angolaise dont les clients sont entre autres Exxon, Mobil, Cobalt, Sonangol, Mercury Oil and Gas, Maersk Oil et Chevron. «Nous fournissons des services techniques et du matériel pour le forage et la mise en place d'équipements de production dans les puits de pétrole. Notre département services, soit près de 80% de notre chiffre d'affaires, inclut l'installation des équipements et l'inspection du matériel avec leur mise en service pour éviter des pertes de coûts qui sont très élevés dans ce secteur», précise Christian Bin Issa, vice-président et directeur d'A.i.s. dont le chiffre d'affaires devrait passer de 14 millions à quelque 130 millions de dollars l'an prochain. Ainsi, de l'amont à l'aval, en

passant par les phases de développement et d'exploitation des gisements pétroliers ou miniers, l'éventail des activités de sous-traitance est large: opérations de forage et de compléation, dans l'amont pétrolier, découverte et extraction de minerais, dans l'amont minier, installation, maintenance, réparation des équipements, contrôle technique, entretien des locaux, transport et services logistiques, fourniture d'engins miniers, de matériels et d'intrants pour l'industrie minière et pétrolière.

### Ressources humaines et bureaux d'études

Le développement des industries extractives, des mines notamment, impliquera également l'implantation de sociétés de recrutement et de placement de main d'oeuvre, de laboratoires d'analyse minérale, de prestataires de services en cartographie, de bureaux d'études et de surveillance environnementales. Ou encore de sociétés spécialisées dans le développement communautaire et même le retraitement de déchets industriels. La construction de infrastructures minières, l'ouverture de routes autour des sites et l'évacuation des produits par le chemin de

fer, nécessiteront des sous-traitants dans la filière B.t.p. A la clef, un fort besoin savoirs faire et de qualifications en tous genres: électromécaniciens, mécaniciens, informaticiens, soudeurs, chaudronniers, chimistes, ingénieurs en télécommunications, gestionnaires, géologues, spécialistes en ressources humaines, gestionnaires, comptables...

### Nourrir les bases-vies et les sites miniers

Qu'ils soient temporaires (cas des chantiers de B.t.p (barrages, routes...) qui occasionnent des déplacements de populations), ou qu'ils débouchent sur l'implantation d'activités plus durables (cas des industries extractives), les projets en cours ou à venir nécessiteront aussi d'autres services.

Pour assurer le ravitaillement des bases-vies des chantiers de B.t.p, des plateformes pétrolières, des sites miniers et des cités minières, pas d'autres moyens en effet que de créer des activités de maraîchage, des petites fermes avicoles et d'élevage de petit bétail, des unités de transformation agro-alimentaire et des sociétés catering. Dans la foulée, il faudra également fournir des engrais, des aliments pour bétail, des matériels agricoles et des équipements aux maraichers, aux éleveurs et aux petites industries locales.

Pour apporter une solution à ce problème, la création de parcs de production maraichère est à l'étude. «En assurant des ren-

dements plus importants, ces parcs permettront d'approvisionner les sites concernés, mais de fournir des surplus qui seront mis sur le marché», informe Marguerite Homb. Fourniture d'électricité, à partir du solaire ou de la biomasse, construction d'écoles, de centres de santé, de loisirs, de restaurants, de clubs Internet et autres services sont d'autres activités à créer pour faire fonctionner les futures cités minières.

### Faiblesse des P.m.e et P.m.i dans la sous-traitance

Bien évidemment, l'activité pétrolière étant ancienne au Congo, les activités de sous-traitance sont surtout développées dans le secteur des hydrocarbures et concentrées à Pointe-Noire, la capitale économique. En revanche, elles sont quasi-inexistantes dans la filière des mines, le Congo n'ayant pas de tradition minière. Néanmoins, même quand la sous-traitance existe, les P.m.e et P.m.i nationales (Petites et moyennes entreprises et industries) y sont peu nombreuses et confrontées à plusieurs difficultés. Leur niveau technique est bas, les compétences de leurs ressources humaines limitées et leurs équipements souvent obsolètes. En outre, les lots proposés dans les appels d'offres sont souvent trop importants pour leur taille. L'absence d'un marché financier, de capital risque et de crédits bancaires adaptés aux caractéristiques des P.m.e, ainsi que la sous-capitalisation

de ces dernières n'arrangent rien. Enfin, faute d'une politique publique de sous-traitance (absence de quota et d'appuis méthodologiques en faveur des P.m.e locales), le partenariat entre les P.m.e congolaises et les grandes entreprises, s'est peu développé. Du coup, les grandes compagnies se tournent plutôt vers des sous-traitants étrangers.

### Le «local content», un bon coup de pouce

Les choses sont toutefois en train de changer. Un début de solution au financement des P.m.e devrait être trouvé avec la création d'un Fonds de garantie et de soutien aux petites et moyennes entreprises et la relance des activités de la Société financière de développement. Par ailleurs, le gouvernement planche sur le «local content» et la création de bourses de sous-traitance, pour offrir des opportunités d'affaires aux entreprises locales et, au passage, favoriser le développement local. «Nous travaillons à l'élaboration du cadre juridique et fiscal du contenu national», confirme Serge Bouti-Viaudo. Sur ce plan, Total E&P Congo a pris une longueur d'avance, en instaurant le principe du «local content» dans le cadre de la première phase du développement du gisement pétrolier Moho-Nord. La promotion d'entrepreneurs locaux peut également s'inscrire dans le cadre de la R.s.e (Responsabilité sociétale des entreprises). Il reste à généraliser cette pratique et à l'étendre au secteur minier. Une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent se lancer dans la sous-traitance ou pour les P.m.e existantes qui veulent étendre leurs activités.

Muriel Devevy MALU-MALU RICE (Réseau International des Congolais de l'Extérieur)